

Voici la question que je voudrais poser à l'honorable leader du gouvernement au Sénat: Sa Majesté la Reine et Son Excellence le gouverneur général ont-elles appris cette nouvelle surprenante?

L'honorable Duff Roblin (leader du gouvernement): Je ne voudrais pas être la personne qui annonce cette nouvelle surprenante à Sa Majesté la Reine, croyez-moi. Il s'agit certainement d'un lapsus de la part du premier ministre, et il rectifiera certainement cette erreur quand il en aura l'occasion.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

LES PROGRAMMES SOCIAUX—L'UNIVERSALITÉ—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'honorable Gildas L. Molgat: Honorables sénateurs, hier, j'ai posé une question au leader du gouvernement à propos de l'universalité, après avoir lu un article de journal, et je lui ai demandé s'il y avait une possibilité que l'on tienne un grand débat à ce sujet. Le leader du gouvernement a répondu, à juste titre, qu'il ne se tenait pas responsable des nouvelles publiées dans les journaux. Je ne conteste pas, parce que ma question se basait sur un article de journal, il faut bien l'admettre. Sa réponse m'a toutefois incité à aller vérifier à la source, et j'ai maintenant les citations des propos du premier ministre. Elles sont tirées d'un article de la Presse canadienne paru le 29 janvier, que voici:

«Nous devons ajuster notre doctrine sociale.

Nous ne sommes pas en mesure de tout faire pour tout le monde, mais nous pouvons faire davantage pour les moins nantis de notre société.»

Il aurait ajouté ceci:

«... il nous faudra plus de temps que nous ne le pensions pour engager un dialogue sur ces grandes questions sociales». Mais nous «n'avons pas renoncé à faire des efforts, comme vous le verrez dans le budget».

Je répète qu'il s'agit de citations. Je l'admets, il s'agit de la traduction anglaise. Ces propos sont tirés d'une longue entrevue accordée au journal *Le Devoir* de Montréal; j'ai vérifié le texte français et c'est la même chose.

[Français]

Le premier ministre déclare:

Mais il nous faudra réajuster notre philosophie sociale. Nous ne sommes pas en mesure de tout faire pour tout le monde, mais nous pouvons faire plus pour les moins bien nantis dans la société.

Il est difficile d'engager un dialogue sérieux sur des questions qui deviennent hautement politiques. Ça prendra plus de temps qu'on le pensait pour avoir ce dialogue sur les grandes questions sociales. Entre-temps, on n'a pas cessé nos efforts, comme vous le verrez dans le budget.

Ma question est la suivante: Est-ce l'intention du gouvernement de lancer sous peu un débat sur la question de l'universalité des services sociaux au Canada? Est-ce la position du gouvernement?

• (1430)

[Traduction]

L'honorable Duff Roblin (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je crois que mon honorable collègue a répondu lui-même à sa question. De toute évidence, il s'agissait d'une allusion au prochain budget. Lorsque mon honorable collègue sera en mesure d'écouter les propositions budgétaires, il pourra alors tirer ses propres conclusions. Je suis certain que s'il veut débattre la question de l'universalité après avoir entendu les propositions budgétaires, le Sénat pourra lui en donner l'occasion.

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AUX PHILIPPINES—L'ÉTAT DES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LES PHILIPPINES

L'honorable Allan J. MacEachen (leader de l'opposition): Honorables sénateurs, ma question fait suite à la réponse que l'on a faite hier au sénateur Graham. Il avait demandé si l'on peut escompter une quelconque déclaration officielle du gouvernement du Canada au sujet de la situation aux Philippines. Le sénateur Roblin lui a répondu ceci:

Je partage la préoccupation de mon honorable ami au sujet de la légitimité des élections aux Philippines.

Cela, en soi, constitue une déclaration de politique gouvernementale.

Maintenant que le leader du gouvernement a fait cette déclaration mettant en doute la légitimité des élections aux Philippines, je me demande s'il fera en sorte de transmettre cette opinion au gouvernement des Philippines. Je crois que cette opinion est justifiée. Je crois en outre qu'il serait utile que le gouvernement des Philippines soit mis au courant de l'existence de ces doutes quant à la légitimité des élections, doutes qu'entretiennent non seulement le sénateur Graham, au moins quatre sénateurs américains et le président des États-Unis, mais aussi le gouvernement du Canada.

L'honorable Duff Roblin (leader du gouvernement): Je suis certain que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sera quelque peu surpris de l'interprétation de mon honorable ami, faisant de mes propos d'hier une déclaration de politique gouvernementale, mais je suppose que cela pourrait s'interpréter ainsi. Cependant, je dois avouer qu'il s'agissait plutôt de l'expression de mon sentiment personnel sur la question. Je n'ai pas consulté mes collègues sur ce point précis. Quoi qu'il en soit, la question est celle-ci: Le gouvernement du Canada fera-t-il une déclaration au sujet des Philippines? J'ai dit hier que je chercherais à connaître les intentions de mes collègues du cabinet à cet égard.

Le sénateur MacEachen: Honorables sénateurs, j'encourage le leader du gouvernement à faire en sorte que ses sentiments personnels, qu'il a exprimés avec tant de candeur hier, soient repris dans une déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui doit certainement réfléchir à la question et qui, avec l'appui du leader du gouvernement au Sénat, pourrait déclarer officiellement que nous avons des doutes quant à la légitimité des élections aux Philippines. J'encourage donc le leader du gouvernement à donner suite à l'affaire.